

Ciaccia: Esso est en conflit d'intérêts

RUDY LE COURS

Esso est en conflit d'intérêts quand elle soutient que seuls les promoteurs de Soligaz devraient défrayer les coûts de conversion de l'oléoduc Sarnia-Montréal pour le rendre apte à transporter des liquides de gaz naturel (LGN).

Voilà ce que soutient le ministre québécois de l'Énergie John Ciaccia dans une missive du 18 janvier adressée au président-directeur-général de l'Impériale (Esso), M. Arden Haynes.

Lors de son passage à Montréal en novembre, ce dernier avait soutenu devant la presse ce que dénonce maintenant le ministre. Or, Esso détient 22 p. cent des actions de Pipeline Interprovincial limitée (IPL) ainsi qu'une raffinerie à Sarnia où on songe aussi à construire un complexe de fractionnement des LGN comme celui envisagé par les partenaires du consortium Soligaz, soit Soliquip, Gaz Métro, Alberta Natgas et le groupe SNC.

«Vous allez avoir bien de la difficulté à me convaincre qu'il est dans l'intérêt national que le Québec paie plus cher son baril d'huile (au moins 18 cents) suite aux travaux additionnels sur le pipeline dans l'Ouest pour alimenter l'Ontario mais qu'il n'est pas dans l'intérêt national de transporter des LGN au Québec pour permettre des investissements considérables» d'au moins \$1,5 milliard, écrit M. Ciaccia.

«Qui va définir l'intérêt national?», enchaîne le ministre qui se demande au nom de quelle éthique on peut se prononcer sur cette question lorsqu'en même temps on est propriétaire du pipeline et qu'on possède des intérêts dans une région concurrente du pays. «Cette situation à sa face même n'apparaît-elle pas en être une de conflit d'intérêts plutôt que d'intérêt national?», demande le ministre.

M. Ciaccia s'interroge sur l'intérêt d'Esso au Québec, elle qui n'a déjà pas hésité en 1982 à fermer sa raffinerie dans l'Est de Montréal et qui aujourd'hui semble s'objecter à toute relance de la pétrochimie à Montréal, relance qui pourrait de surcroît permettre un débouché aux producteurs de LGN de l'Ouest.

Voilà pourquoi il entend multiplier démarches et rencontres au cours des prochaines semaines et des prochains mois afin de bâtir un front commun autour du projet Soligaz. Il tient en particulier à s'assurer le concours de quelques producteurs de LGN de l'Alberta capables de fournir les quelque 30 000 barils par jour dont auraient besoin Soligaz et Pétromont.

Après quoi, M. Ciaccia songe à se présenter devant l'Office national de l'énergie afin de lui demander de se prévaloir de certaines dispositions de sa loi constitutive pour forcer IPL à effectuer les travaux de conversion de son pipeline selon une grille de coûts qu'elle a déjà définie.

En vertu de cette grille, IPL devrait assurer les coûts d'entretien de l'oléoduc rendus nécessaires par sa sous-utilisation et par le peu de soin qu'y a apportés son propriétaire. Soligaz devrait défrayer les frais pour le rendre capable de transporter tantôt du pétrole tantôt des LGN ainsi que la construction d'une déviation dans la région torontoise.

Privément, Esso a même offert au ministre de fournir les 30 000 barils-jour nécessaires à Soligaz par wagons-citernes depuis Sarnia, solution à la fois non économique et non écologique qui confirme par ailleurs la volonté de la pétrolière de ne pas voir de nouveau concurrent à ses activités pétrochimiques s'installer dans l'Est.

Présentement, Pétromont, qui utilise déjà des LGN, les importe par wagons-citernes, ce qui représente des coûts supérieurs de \$4 à \$5 le baril par rapport à l'option pipeline.

Péladeau lancera la papeterie de Matane dans un mois

Quebecor négocie une acquisition très importante

LAURIER CLOUTIER

Pierre Péladeau annoncera la mise en chantier de la papeterie de Matane de plus de \$400 millions dans un mois et négocie, par ailleurs, en vue d'une «grosse acquisition» dans deux mois.

Le président de Quebecor, l'homme «d'une acquisition par mois», a alléché de nombreux actionnaires et journalistes hier, en faisant briller ses deux plus gros bijoux de la journée.

En pleine assemblée annuelle, Pierre Péladeau a lancé aux actionnaires que «le président du conseil de Donohue, Charles-Albert Poissant, fera une importante déclaration sur la papeterie de Matane dans quelques semaines».

Aux journalistes, le président de Quebecor précisait plus tard le projet de sa filiale Donohue, achetée l'an dernier.

C'est le «15 ou le 20 février, au plus tard» que Charles-Albert Poissant, annoncera la décision des actionnaires. Quebecor et son partenaire minoritaire, Robert Maxwell, de Londres.

De \$375 à \$450 millions

Les études s'achèvent et permettront alors de préciser officiellement le coût total du projet, évalué à quelque \$375 millions il y a deux ans. Les investissements nécessaires totaliseraient cette année plus de \$400 millions mais moins de \$450 millions. L'aide gouvernementale ne poserait plus problème, selon MM. Péladeau et Poissant.

Ce dernier pourrait également annoncer prochainement la décision d'ajouter une autre machine à papier à l'usine de Donohue-Normick, d'Amos.

Par ailleurs, le président de Quebecor s'installera, à la fin de janvier, au dernier étage de l'édifice du Crédit Foncier, au 612 rue Saint-Jacques, à deux pas du groupe Power, de Paul Desmarais.

«Grosse acquisition»

C'est de la que Pierre Péladeau espère conclure, en mars, une importante acquisition pour laquelle il vient d'entamer des négociations.

Il n'a pas voulu élaborer, en entrevue, préférant se retrancher derrière l'humour et les blagues, comme lors de l'assemblée, pour dérider les actionnaires.

Retardé quelque peu, le *Montreal Daily News* devrait paraître au plus tard le 15 mars, déclare son éditeur, George MacLaren.

Robert Maxwell, propriétaire du *London Mirror* et président de la British Printing & Communications



Mike Mollo, éditeur du *Mirror Newspaper Group*, de Londres, était un observateur attentif à l'assemblée annuelle de Quebecor. Le groupe *Mirror*, propriété de Robert Maxwell, a acquis une participation minoritaire dans le *Montreal News* qui sera lancé par Quebecor. Le groupe agira également comme consultant du nouveau journal.

Corp. prendra une «participation minoritaire d'importance» dans le *Daily News*, précise le président de Quebecor.

Le lancement du quotidien, «non concurrent de *The Gazette*», coûtera \$5 millions cette année. MM. Péladeau et Maxwell prévoient absorber \$25 millions de déficits en cinq ans, avant de le rentabiliser.

Le *Devoir* ne fermera pas par ailleurs cette année, car Quebecor continuera de le supporter, malgré la dette de \$1,5 million qu'il traîne depuis deux ans, précise celui qui l'imprime et le distribue, en réponse à une question.

20 acquisitions

Quebecor a réalisé 20 acquisitions l'an dernier et compte égaler ce record cette année. Le président espère notamment deux acquisitions en France.

Les ventes du groupe dépasseront \$1 milliard cette année, par rapport à \$682,6 millions l'an dernier.

On travaille sur un quotidien financier francophone, avec un tirage de 15 000 à 20 000, qu'on ne publierait pas toutefois avant l'automne prochain.

Par contre, le «super hebdo» de quartiers, avec un tirage minimum de 100 000, paraîtrait «plus tôt».

10 fois plus de dettes

Enfin, la dette de Quebecor a plus que décollé lors du dernier exercice financier, passant de \$39,5 à \$429,2 millions. Ça provient surtout cependant de la consolidation de la dette de Donohue.

La part de Quebecor se limite à près de \$130 millions, contre plus de \$350 millions pour Donohue. Le vice-président, Finances, Jacques Beauchamp, précise que, tant Quebecor que Donohue reverront leur financement cette année.

Mais Pierre Péladeau affirme que la situation financière est solide, malgré le ralentissement économique prévu cette année.

La France coûtera plus cher

RICHARD DUPAUL

Les Canadiens qui envisagent un voyage en France cet été doivent s'attendre à payer plus cher que l'an dernier pour un billet d'avion. C'est ce qu'indiquent une série d'entrevues auprès des milieux spécialisés.

Un signe avant-coureur: Touram, l'affrèteur d'Air Canada, demande \$498 pour un billet d'avion Montréal/Paris — pour un départ à compter du mois de mai — alors que l'an dernier à pareille date, le prix affiché était de \$398. L'augmentation est de 25 p. cent!

Bien que d'ici l'été les écarts de prix peuvent encore diminuer sous l'effet de la concurrence, l'assentiment général est que la pression à la hausse sera forte. «Les super aubaines pour des vols sur Paris, comme ceux qu'on a connus en 1987, ne reviendront probablement pas cette année», affirme le président du regroupement des grossistes en voyage, Club Voyages, M. Jean-Paul Bellon.

Deux facteurs principaux expliquent l'augmentation des tarifs en perspective: d'une part, plusieurs transporteurs déclarent avoir fonctionné à perte l'an dernier durant la guerre de prix, ce qu'ils vont tenter d'éviter en 88; d'autre part, les sociétés aériennes prétendent que l'accord conclu à la fin de novembre entre Ottawa et Paris, visant à comprimer la limite de sièges disponibles vers la France pour la saison estivale, les force à augmenter leurs prix.

Contingement

C'est à la suite des pressions exer-

cées par le gouvernement français (depuis juillet) que le Canada a finalement accepté de fixer un contingent sur les vols nolisés vers la France, à raison d'un nombre limite de 200 000 sièges.

La capacité d'embarquement des transporteurs canadiens s'en trouve ainsi réduite si l'on considère qu'ils avaient mis à la disposition des Canadiens environ 215 000 sièges pour des vols vers la France en 1987.

Selon l'Office national des Transports, les Français trouvaient inacceptables que les transporteurs canadiens élargissent leur part de marché de l'affrètement au détriment de leurs transporteurs. Ces derniers se trouvaient en fait incapables de concurrencer avec les prix des transporteurs canadiens qui prenaient une partie grandissante du trafic pour la France, à l'aller et au retour.

Le but évident de la France en exigeant de limiter l'offre de sièges était d'exercer une pression à la hausse sur les prix. Déjà, Jet Tours, le «charter» d'Air France, a ouvert le bal pour la saison estivale en affichant un prix de \$538 pour un billet aller-retour (départ en mai, retour avant la fin juin); l'an passé, le même billet était de \$458. Soulignons que les compagnies aériennes françaises n'ont aucune limite de sièges.

Pour rencontrer le nouveau quota, l'Office national des transports (nouvellement créé depuis le 1^{er} janvier) a donc distribué les sièges disponibles de la façon suivante: Air Canada, 45 500; Air Transat, 40 400; Nationalair, 42 450; Wardair, 62 650; et Worldways, 9 000.

À ce stade-ci, Wardair et Natio-

nair ont décidé de contester l'allocation des sièges. Pour sa part la vice-présidente du marketing chez Wardair, Nicole Latremouille, voit dans la répartition de l'Office «un geste draconien et injuste». Wardair a mis sur le marché quelque 90 000 sièges pour la France en 1987.

Les Canadiens avaient demandé 313 000 sièges alors que les Français en offraient 180 000. Les gouvernements respectifs des deux pays se sont entendus pour fixer le plafond à 200 000.

Moins de touristes

Selon M. Bellon, il faut s'attendre à qu'il y ait un peu moins de touristes canadiens en France cet été.

Toutefois, ajoute-t-il, les quotas auront peu d'effet, pour deux raisons: d'une part, les charters canadiens ont rarement besoin de plus de 200 000 sièges pour répondre à la demande (l'Office soutient qu'ils ont transporté 170 000 passagers vers la France en 87); et d'autre part, ceux qui voudront s'y rendre pourront choisir d'autres portes d'entrée, comme Londres ou Bruxelles, qui risquent de faire l'objet d'une guerre de prix.

«S'il y a une baisse de touristes canadiens, ce sera à cause de la valeur du franc français qui s'est passablement appréciée par rapport au dollar», explique M. Bellon.

La dépréciation de la monnaie canadienne signifiera aussi, selon lui, que les destinations de l'Europe de l'Est deviendront plus populaires. Même chose pour des pays comme la Grèce et le Portugal, dont les devises ont peu changé.



Alain Dubuc

Hydro: \$136 millions pour l'esthétique

Officiellement, les écologistes québécois ont enregistré une grande victoire il y a quelques mois, quand ils ont réussi à empêcher Hydro de faire passer une ligne au dessus du fleuve Saint-Laurent.

Et pendant que certains fêteront et que le gouvernement du Québec se fera du capital politique, ce sont les braves citoyens québécois qui paieront la note.

C'est une drôle de victoire, parce que le dossier des lignes d'Hydro est, dans le fond, sans importance sur le plan de l'environnement: on s'est battu pour une question d'esthétique quand nos rivières sont empoisonnées. Il y a donc une distorsion inquiétante dans l'échelle de valeurs de nos écolos, que l'on peut presque qualifier de perverse.

LA BATAILLE DES LIGNES

Rappelons le problème. Hydro doit construire des lignes de transport à haute tension pour acheminer l'électricité québécoise vers les marchés américains. C'est entre autres le cas d'une ligne de 450 kilovolts qu'elle doit terminer en 1990 et qui relie nos centrales au réseau du Nepoch, le New-England Power Pool.

Ces lignes ne sont pas populaires. Sur le plan purement idéologique, certains y voient un signe de notre asservissement envers les USA, une confirmation de notre rôle d'exportateur de ressources naturelles. Cela fait d'Hydro-Québec une tête de turc évidente.

Mais en plus, ce qui est plus concret, personne ne veut voir une telle ligne, avec ses pylônes, passer au dessus de sa maison. C'est d'ailleurs pourquoi la construction des lignes, simple sur le plan technologique, prend plus de temps que la construction d'un barrage, parce qu'il faut consulter, convoquer des audiences, subir des délais, demander des permis.

Et c'est ainsi que des groupes écologistes très actifs de la région de Portneuf ont réussi à bloquer un tronçon de la ligne d'Hydro, celui qui relie Grou-dines et Lotbinière. Cette ligne devait passer au dessus du fleuve. Et pour éviter qu'elle ne dépare le paysage, on a réussi à convaincre le gouvernement du Québec de forcer Hydro à la construire sous le fleuve, où elle ne paraît pas.

DES COÛTS DE FOUS

Hydro était contre cette solution sous-fluviale, pour deux raisons. Tout d'abord, sur le plan technologique, la société d'État n'est pas du tout sûre que cette solution est réaliste. En outre, ça coûtait beaucoup plus cher.

L'hebdomadaire *Les Affaires*, dans sa dernière livraison, révèle que cette décision du gouvernement coûtera \$136 millions de plus à Hydro: \$120 millions pour la ligne sous-fluviale auxquels il faut ajouter \$32 millions pour construire une ligne aérienne traditionnelle mais temporaire et un autre \$16 millions pour la démanteler. Cette ligne aérienne temporaire est nécessaire pour que l'on puisse livrer l'énergie à temps et respecter les contrats avec les USA.

Sur le plan économique ce n'est pas brillant. Sans cette décision politique, la ligne aurait coûté \$32 millions. L'écart, le \$136 millions, sera bien sûr payé par les clients d'Hydro-Québec. Si ce sont les ménages qui paient la note, leur facture augmentera, par exemple, de 8,1 p. cent pendant un an.

Cela illustre bien la logique gouvernementale. C'est une décision coûteuse, mais qui ne coûte rien, parce que cela ne paraîtra pas dans le budget. Autrement dit, le gouvernement Bourassa fait un cadeau, mais le fait payer par Hydro et donc par les citoyens.

En ce faisant, le ministre de l'Environnement, Clifford Lincoln, marque des points, le ministre de l'Énergie, John Ciaccia, dont les relations avec Hydro sont délicates, réussit à jouer un tour pendable à la société d'État. C'est d'ailleurs semble-t-il pour cette raison que le PDG d'Hydro, M. Guy Coulombe, a démissionné de son poste. Certains disent par ailleurs que c'est une façon de faire des cadeaux à nos ingénieurs, qui seront les seuls bénéficiaires de cette dépense somptuaire.

Enfin, pour M. Bourassa, c'est une façon de mettre les écologistes de son côté. Il aura besoin de leur silence quand il voudra inonder des régions du nord québécois pour sa deuxième Baie James.

DE DRÔLES D'ÉCOLOS

Mais du côté des écologistes, y a-t-il victoire? Ils ont rendu un bien mauvais service à leur cause. L'Homme détruit son environnement de diverses façons: certaines sont graves, d'autres marginales.

Or, au Québec, on a de très gros problèmes: pluies acides qui font de véritables ravages, cours d'eau qui ressemblent à des égouts, industries qui rendent les travailleurs malades, forêts qui ne repoussent pas. À cela s'ajoutent des questions globales, comme celle de la couche d'ozone. Ce sont là des problèmes graves et parfois irréparables.

À côté de cela, la question des lignes d'Hydro est presque ridicule. Ce n'est pas beau. On est d'accord, quoique, dans le genre, il y a bien pire: certains diront qu'une autoroute, une raffinerie, un élévateur à grains choquent plus la vue qu'une ligne électrique.

Et même si la qualité visuelle fait partie de l'environnement, il faut quand même rappeler qu'un pylône ne tue pas, n'empoisonne pas, ne cause pas un tort irréparable à la nature. Quand même!

En mettant de l'énergie sur un tel dossier, les écolos créent l'illusion que l'environnement est mieux protégé qu'avant, et surtout, font gaspiller de l'argent qui serait mieux dépensé ailleurs: les \$136 millions en question correspondent à presque la moitié du budget annuel du ministère québécois de l'Environnement!

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond quand on pense à tout ce que l'on aurait pu faire avec cet argent.

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
1585,07 (-3,63 (-0,22%))	3170,46 (+0,19 (+0,00%))	1963,86 (-27,52 (-1,40%))	\$477,50 (+1,50 (+0,31%))	\$ +11/100 77,78



Centre de commerce mondial de Montréal
World Trade Centre Montréal



CHAMBRE
DE COMMERCE
DU QUÉBEC

DÉJEUNER- CAUSERIE HORS SÉRIE



Le Premier ministre du Canada
Le très honorable Brian Mulroney



Le Premier ministre du Québec
L'honorable Robert Bourassa

Le vendredi, 29 janvier 1988

À midi

Le Grand Hôtel
Salle de bal Régence
s'adresseront à la communauté des
affaires du Québec sur le thème

«L'ACCORD SUR LE LIBRE-ÉCHANGE»

Billet: 50\$

Information/réservations: Louise Lauzon (514) 288-8048

GAGNEZ LA CAVE DE VIN DE VOS RÊVES



2 CAVES DE VIN d'une valeur de 25 000\$ chacune

DEUX PRIX PRESTIGIEUX:
25 000\$ chacun

Chacune des deux CAVES DE VIN compte plus de 350 bouteilles de Grands Crus provenant des meilleurs vignobles de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, du Portugal et des États-Unis.

PLUS

DERNIÈRE CHANCE

TIRAGE LIMITÉ:
3 000 billets seulement

Chaque billet se vend 100\$. Le tirage est limité à 3 000 billets. Vos chances de gagner sont excellentes: une chance sur 1500.

COMPOSEZ immédiatement:

(514) 844-9344

Visa, MasterCard et chèques acceptés.

LA FONDATION GÉRARD DELAGE

en collaboration avec la Société des alcools du Québec
Tirage le 22 janvier 1988, aux Cours Mont-Royal sous la surveillance de Coopers & Lybrand/Laliberté, Lanctôt

Le Chef L'Hospitalité La Barrique Le Soleil Le Quotidien (Saguenay Lac-St-Jean)

La Presse Sel & Poivre Finance Le Nouvelliste Le Nouveau Masculin

N° de permis: 3862-87-5019-11-2

Grève à la Consol de Bathurst

Presse Canadienne
BATHURST

Les 275 employés de l'usine de papier de la Consolidated-Bathurst Ltd., dans cette ville du nord-est du Nouveau-Brunswick, ont entrepris hier une grève légale pour appuyer leur demande d'une nouvelle entente collective.

Ces travailleurs sont membres du Syndicat des travailleurs du papier du Canada. Ils ont quitté leurs postes à 16h HNA et ont dressé immédiatement des lignes de piquetage devant les quatre entrées de l'usine. Le syndicat a rejeté les dernières offres patro-

nales durant le week-end. On ne prévoyait aucune reprise des négociations.

Selon un porte-parole syndical, M. Richard Doucet, deux points sont essentiels pour la signature d'un nouveau contrat, soit le droit d'ancienneté et un meilleur régime de retraite. Les travailleurs voient non sans crainte progresser un programme de modernisation de l'usine qui pourrait éliminer jusqu'à 80 emplois. Au nom de l'employeur, M. Reg Miller, a indiqué mardi soir que l'entreprise ne ferait plus de concessions.

Le président et chef de la direction de Groupe Sanivan Inc., monsieur Jean-Guy Soulard, est heureux d'annoncer les nominations de Mme Diana Mourato comme Directrice d'un nouveau département de recherche et développement chez Groupe Sanivan et celle de M. Peter Z. Colak au poste de Directeur général - Ventes et Marketing pour la filiale Selenco Inc.



Mme D. Mourato, qui détient une maîtrise en Sciences de l'Environnement et est en voie d'achever un doctorat, aura pour mission d'évaluer les marchés, de proposer de nouvelles voies de développement pour le Groupe, d'établir des liens avec la communauté scientifique et de structurer et de coordonner les travaux de R & D du Groupe.



M. Peter Z. Colak, sera responsable à la grandeur du pays des activités de ventes requises pour approvisionner l'entrepôt de Senneterre et le futur incinérateur de BPC. M. Colak se joint à nous après plusieurs années chez Trifil. Son expérience du domaine de l'incinération des résidus nous sera des plus profitables.

Groupe Sanivan Inc. est le pionnier et le chef de file canadien en matière de nettoyage industriel et de protection de l'environnement. Par ses filiales et son département de R & D, le Groupe élabore des solutions adéquates aux problèmes de gestion de l'environnement que ce soit au niveau de l'assainissement ou de la décontamination des eaux industrielles, de la gestion de résidus toxiques ou de la restauration de sites contaminés.

Sanexen International Inc. est la seule entreprise du pays à offrir un service complet de gestion des BPC: études techniques, plan de contingence, sécurisation et transport.

Selenco Inc. construit présentement le premier entrepôt de BPC au Québec. De plus, Selenco a entrepris une étude d'impact pour la construction éventuelle d'un incinérateur de BPC. L'entreprise compte déjà plusieurs travaux de décontamination des huiles contenues dans des équipements électriques, exécutés par le procédé PCBD.

Sanivan Inc. offre aussi un service d'urgence environnementale 24 heures par jour, 7 jours par semaine, au 1-800-353-4357.

S GROUPE
SANIVAN

LES MAÎTRES D'OEUVRE EN ENVIRONNEMENT

Édifice KINGS HALL

La Cour du Roi

1231, rue Sainte-Catherine ouest entre La Montagne et Drummond

EN LOCATION

LOUÉ À 75%

Occasion exceptionnelle

Joignez-vous au premier centre de conditionnement physique au Canada et à onze restaurants de cuisine internationale dans ce centre prestigieux de Ste-Catherine ouest. Ce centre offre jusqu'à 15000 pi car, surplombant un superbe atrium rempli de plantes au détailant qui recherche un cadre qui sort de l'ordinaire.

282-0141

DÉJEUNERS D'AFFAIRES



Hostellerie
Les Trois Tilleuls

(514) 584-2231

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU



RELAIS & CHATEAUX

L'art du bien recevoir.

Table d'hôte
midi
et
soir



Beloeil

(514) 467-4650

(Sortie 112, Route 20)

ÉCONO-FLASHES

MITEL signe une entente avec GE

Le groupe électronique Mitel, d'Ottawa, a conclu une entente de principe avec le groupe General Electric pour l'acquisition de sa compagnie de systèmes de téléphone. Les conditions de l'entente n'ont pas été dévoilées. Un porte-parole de Mitel a déclaré que cette décision de vouloir acquérir la compagnie de systèmes de téléphone RCA fait partie des objectifs de marketing à long terme de la compagnie.

Bénéfice de \$27,3 millions chez DENISON

La société torontoise Denison Mines annonce que son bénéfice net pour l'exercice financier qui vient de se terminer se situe à \$27,3 millions, contre \$44,6 millions à l'exercice précédent. Les profits de 1986 avaient toutefois été gonflés de près de \$26 millions par des postes extraordinaires. Le chiffre d'affaires est passé de \$412 à \$442 millions, en progression de 7,3 p. cent. La compagnie possède de considérables intérêts miniers, pétroliers et gaziers au Canada et un peu partout à travers le monde.

Réduction du surplus commercial japonais

Le Japon a annoncé, hier, la première réduction de son excédent commercial en cinq ans. Mais cette réduction est essentiellement due à la baisse des prix pétroliers, et non à une augmentation des importations japonaises. Le pétrole compte pour un tiers des importations japonaises. L'excédent commercial brut du Japon, en 1987, s'est élevé à \$79,8 milliards, contre \$82,7 milliards l'an dernier. Le surplus des échanges avec les États-Unis atteint \$4,9 milliards en décembre, contre \$4,7 milliards en décembre 1986 et \$4,2 milliards en novembre 1987. Tous les montants sont donnés en dollars américains.

Feu vert à la privatisation de MATRA

Le projet de privatisation du grand groupe français Matra (armements, électronique), qui avait été suspendu le 21 octobre dernier, deux jours après le krach boursier, commence aujourd'hui et se poursuivra pendant une semaine. Le prix de l'action offerte au public a été fixé à 110 francs (environ \$25 canadiens). Un bloc d'actions représentant une participation de 22 p. cent a déjà été mis de côté pour MMB, une société appartenant à Matra, Daimler-Benz, l'important constructeur automobile allemand, et le groupe General Electric, une autre tranche de 4,5 p. cent a été réservée, avec escompte de 5 p. cent, aux 25 000 employés de Matra. L'État français possède 10,1 millions d'actions de Matra, ce qui représente 51 p. cent du capital-actions de la compagnie. De ce nombre, neuf millions d'actions seront cédées au privé, le gouvernement conservant le reste en vue d'assurer notamment les distributions ultérieures d'actions gratuites.

Projet de \$70 millions

Trois importants constructeurs québécois, Paul Martin, Construction TJ et Macyro, en collaboration avec la société Alti Développement, ont annoncé hier une entente avec la Société des établissements de plein air du Québec pour la construction d'un complexe immobilier et sportif de \$70 millions au pied du mont Sainte-Anne, près de Québec. Le complexe comprend 600 unités de logement en copropriété, un hôtel, un centre sportif, et des centres commerciaux. Les plans et esquisses du projet seront officiellement présentés dans un mois et demi. Les travaux devraient débuter en juin 1988 et s'échelonnent jusqu'à la fin de 1989.

Forte hausse du bénéfice de IBM

IBM, le premier groupe informatique mondial, a annoncé hier une hausse de 50 p. cent de son bénéfice net au quatrième trimestre de son exercice, augmentation obtenue grâce essentiellement à la dépréciation du dollar. Le bénéfice net de la firme américaine s'est élevé à \$2,1 milliards ou \$3,47 par action contre \$1,4 milliard ou \$2,28 par action au trimestre correspondant, l'an dernier. D'un trimestre à l'autre, le chiffre d'affaires d'IBM a augmenté de plus d'un milliard, passant de \$16,9 à \$18 milliards. Pour l'année 1987, le géant de l'informatique a déclaré un bénéfice net de \$5,3 milliards ou \$8,72 par action, contre \$4,8 milliards ou \$7,81 en 1986. Son chiffre d'affaires annuel a progressé de près de \$3 milliards, passant de \$51,3 à \$54,2 milliards. Selon un porte-parole de la compagnie, la dépréciation du dollar a contribué pour \$3,5 milliards environ à l'augmentation du chiffre d'affaires l'année dernière et pour \$615 millions au bénéfice net. En outre, a souligné le président d'IBM, John Akers, «en 1987, IBM a renforcé sa gamme de produits de haut en bas». Il s'est déclaré satisfait de la réponse de la clientèle aux lancements de nouveaux ordinateurs. Tous les chiffres sont en dollars américains.

Forte activité des industries américaines

Les industries américaines ont tourné à 82,1 p. cent de leur capacité en décembre, enregistrant leur plus haut niveau d'activité depuis mars 1980, alors qu'il se situait à 83,7 p. cent. Cette accélération fait suite à une hausse de 0,1 p. cent en novembre et de 0,8 p. cent en octobre, a précisé la Réserve fédérale. Le taux d'utilisation des capacités de production des industries américaines a connu une nette progression en 1987 en raison d'une forte reprise des exportations aidée par la dépréciation du dollar. En décembre 1986, ce taux atteignait 79,7 p. cent. De nombreux économistes s'accordent à prédire la poursuite de ces tendances en 1988 et estiment que la vigueur retrouvée du secteur industriel permettra probablement à l'économie américaine de mieux compenser les effets néfastes sur la consommation intérieure du krach boursier du 19 octobre. La faible augmentation de décembre s'est produite en dépit d'un recul du taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur automobile, tombé de 70,2 p. cent en novembre à 63,9 p. cent pour le dernier mois de 1987.

Perte de \$1,1 milliard à la CITICORP

Citicorp, l'une des principales banques américaines créancières de l'Amérique latine, a annoncé hier une perte nette de \$1,13 milliard pour 1987 malgré un doublement de son bénéfice net à \$642 millions au quatrième trimestre. Au trimestre correspondant, l'an dernier, Citicorp, premier groupe bancaire américain, avait dégagé un bénéfice net de \$306 millions et pour l'ensemble de 1986 un bénéfice de \$1,05 milliard. Alors que de très nombreuses banques américaines viennent de décider de porter à 50 p. cent le montant de leurs provisions par rapport à leurs créances dans les pays endettés du tiers monde, en premier lieu en Amérique latine, Citicorp a indiqué qu'elle n'envisage pas de suivre ce mouvement. Au printemps dernier, Citicorp avait pris l'initiative en augmentant de \$3 milliards ses provisions pour créances douteuses, mouvement suivi par la majorité des grandes banques qui avaient porté alors à quelque 30 p. cent le niveau de leurs provisions par rapport à leurs créances. Dans un communiqué, Citicorp souligne que la perte en 1987 est légèrement supérieure à ce qui était prévu en raison des conditions difficiles sur les marchés financiers au quatrième trimestre. Par ailleurs, la First Chicago, onzième banque américaine, a annoncé une augmentation de \$240 millions de ses provisions pour pertes sur ses prêts dans le tiers monde. Ce dernier provisionnement a porté à \$1,32 milliard à la fin de 1987 le montant total des fonds alloués par la Banque contre des pertes éventuelles sur ses engagements. Cette augmentation des réserves a entraîné une perte de \$96,5 millions au quatrième trimestre de son exercice 1987, comparé à un bénéfice de \$64,2 millions un an auparavant. Pour l'ensemble de son exercice achevé le 31 décembre 1987, la First Chicago a accusé une perte record de \$571 millions contre un bénéfice net de \$249 millions en 1986. Tous les montants sont donnés en dollars américains.

AGRINOVE renouvelle son entente avec WYETH

La coopérative agro-alimentaire Agrinove, de Sainte-Claire-de-Bellechasse, a renouvelé son entente avec la compagnie Wyeth, d'Ontario, pour la production de laits maternisés et de laits hypo-allergènes, jusqu'ici produits en Ontario. La convention, qui porte sur le lait maternisé S.M.A. et le lait hypo-allergène Nursoy, durera 10 ans et Agrinove prévoit des revenus de \$25 millions durant cette période. Agrinove a investi \$1,7 million en équipement hautement spécialisé afin de répondre aux critères de fabrication de Wyeth, un chef de file en nutrition infantile et filiale de l'American Home. La coopérative, troisième au Québec et septième au Canada par ses ventes de \$150 millions, prépare la production en 1989 d'un autre produit qui nécessitera des investissements de \$2 millions. La compagnie refuse, pour l'instant, de donner plus de précisions sur ce projet.

La Bourse de Montréal prépare une offensive pour relancer le RÉA

MIVILLE TREMBLAY

La Bourse de Montréal prépare une offensive pour relancer le Régime d'épargne actions du Québec, dont la crédibilité a été fortement affectée par le karch de novembre dernier.

Dans une première étape, quelques jours avant Noël, la Bourse a commandé une étude à la firme de consultants Secor, de Montréal.

M. Bruno Riverin, président de la place boursière, a déclaré à *La Presse* que cette étude aura pour but d'informer tous les intervenants du marché — petits et gros investisseurs, compagnies émettrices, courtiers et journalistes — des faits importants, mais oubliés, qui caractérisent les titres RÉA.

«Secor a toute liberté dans ses conclusions, mais je m'attends à ce que l'étude démontre que le RÉA constitue encore un très bon in-

vestissement. Il faut également expliquer qu'il y a une différence importante entre la qualité d'un titre et sa liquidité (facilité de le transiger). Au cours d'une période de correction boursière, même les très bons titres, s'ils ont une faible liquidité, ont tendance à subir une plus forte baisse», d'affirmer M. Riverin.

Cette recherche, qui devrait coûter entre \$25 000 et \$30 000, sera rendue publique vers la fin de février.

Dans une deuxième étape, une fois les résultats de l'étude largement disséminés, M. Riverin tentera de convaincre les investisseurs institutionnels de s'impliquer dans les actions RÉA.

«Le problème est celui de l'œuf et de la poule: a elles seules les institutions ne peuvent pas donner une liquidité à ces actions, même en investissant \$100 millions ou \$200 millions. Il faut que le public suive. Mais celui-ci ne reprendra confiance que lors-



Bruno Riverin PHOTO D'ARCHIVES

que les institutions vont s'y intéresser», d'ajouter M. Riverin.

Ce dernier se propose donc de rencontrer les compagnies d'assurances, les fonds de pension et les fiducies, pour les convaincre de consacrer une partie de leurs fonds pour acheter les meilleures actions des quelques 225 compa-

gnies qui ont réalisé des financements RÉA.

Selon M. Riverin, il faut faire un effort de marketing pour rétablir la confiance, tant chez les individus que chez les institutions.

Pour la Bourse, cette opération est des plus importantes, car la désintérêt pour les actions RÉA accentue la baisse du volume des transactions que connaissent toutes les places financières.

Et comme les bourses ont des revenus qui fluctuent en fonction du volume, l'année 1988 sera difficile. Pour préserver son projet de modernisation de ses systèmes informatiques, le nerf de la guerre, et pour continuer le développement de sa division internationale, la Bourse de Montréal a dû couper le budget de ses autres services.

L'entreprise n'a pas eu à faire de véritables mises à pied comme à la Bourse de Toronto, mais a dû «laisser aller» cinq ou six surnuméraires.

La Bourse veut s'associer au milieu financier pour développer le marché des options

Un mouvement en ce sens a été lancé hier à Montréal

JACQUES BENOIT

La Bourse de Montréal s'associera au milieu financier pour favoriser le développement du marché des options sur actions et sur titres financiers, ainsi que des contrats à terme, qui peuvent porter à la fois sur des marchandises et, encore là, sur les titres financiers (obligations, bons du Trésor, dépôts à terme, etc.)

Pour cela, la Bourse lançait hier l'Association pour les options et les contrats à terme de Montréal, qui vise à jouer le rôle de «forum pour l'échange d'idées entre les différents membres de la communauté financière canadienne sur ces sujets», a indiqué hier à *La Presse* le directeur des produits dérivés et représentant de la Bourse au conseil intérimaire de l'Association, M. Bich Pham.

«Ici, les fonds de pension, les institutions financières, utilisent peu ces instruments, alors qu'ils sont bien connus aux États-Unis», disait-il.

L'Association, qui est sans but lucratif, veut réunir à la fois les acheteurs éventuels de ces instruments, les vendeurs — les courtiers —, ainsi que les investisseurs éventuels — les spéculateurs, dit-on souvent —, dont on décrie à tort les activités, estime M. Pham.

«Les spéculateurs jouent un rôle économique extrêmement important. Ils prennent les risques que les grandes sociétés et les institutions ne veulent pas prendre.»

Car, explique-t-il en substance, quand les banques veulent par exemple protéger leurs arrières par des contrats à terme et des options, ce sont ces spéculateurs qui, en bout de ligne, jouent le rôle de contreparties (en prenant des options de vente, lorsque la banque prendra, elle, des options d'achats, etc.).

«Les spéculateurs ont beau-

coup de capital. Certains sont présents sur le parquet. Il y en peut-être 10 à 20 à Montréal, contre environ 500 pour chaque catégorie de produit à Chicago.»

La Bourse de Montréal fut la première bourse canadienne à instaurer, en 1975, les transactions d'options sur actions, mais c'est seulement depuis le début de la présente décennie, note M. Pham, que «le marché est actif».

Aujourd'hui, ajoute-t-il, Montréal détient 27 p. cent du marché canadien global des options sur actions, ainsi que 94 p. cent de celui des options sur les obligations fédérales et les bons du Trésor.

Pour ce qui est des contrats à terme, la Bourse montréalaise n'en offre pas. Celle de Toronto, elle, en offre un seul, sur son indice Index-35, alors que la *Winnipeg Commodity Exchange* est active dans les contrats à terme touchant les marchandises.

Le paradis... est Chicago, reine mondiale de ces marchés!

«Les spéculateurs, c'est ce qui fait l'huile du marché de Chicago. Au restaurant, quand vous allez chez le barbier, dit le directeur des produits dérivés, tout le monde parle de spéculation. La mentalité est très spéciale. Quand les jeunes sortent de l'école, ils rêvent de devenir négociateurs sur le parquet.»

Ses deux Bourses sont d'ailleurs spécialisées dans le domaine: au *Chicago Mercantile Exchange* ne se vendent et ne s'achètent que des contrats à terme et des options, le *Chicago Board of Options Exchange* ne faisant pour sa part que dans les options sur actions et titres financiers.

À l'apparition des contrats à terme aux États-Unis, il y a une trentaine d'années, les contrats concernaient essentiellement les marchandises, contre maintenant 75 p. cent de contrats sur les titres financiers, bien que ce type de contrat n'existe que depuis une dizaine d'années, signale M. Pham.

BAROMÈTRE				
Statistiques économiques				
			Variation en % par rapport au mois précédent	Variation en % par rapport à l'année précédente
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (\$millions 1981)	Oct.	386 995,0	0,5	6,3
Production industrielle (\$millions 1981)	Oct.	111 331,2	0,2	8,1
Exportations (\$millions)	Nov.	11 260,0	1,9	10,4
Importations (\$millions)	Nov.	10 582,5	6,8	14,4
Commandes des fabricants (\$millions)	Oct.	22 511,4	-0,5	8,1
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Nov.	233,0	4,5	11,0
Permis de const. (\$millions-Québec-)	Sept.	581,9	1,2	-6,1
Ventes au détail (\$millions-Québec-)	Oct.	3 362,5	1,9	14,2
Ventes d'automobiles (unités-Québec)	Nov.	12 098	-23,4	3,6
REVENUS ET SALAIRES				
Gains heb. moyens (\$) (Canada)	Sept.	447,40	1,68	3,81
Gains heb. moyens (\$) (Québec)	Sept.	436,43	1,54	4,74
EMPLOI				
Emplois (milliers) - Québec	Déc.	3 007	1,0	3,8
Chômeurs (milliers) - Québec	Déc.	322	3,2	-4,7
PRIX				
IPC* (1981 = 100)	Nov.	140,4	0,4	4,2
Produits industriels* (1981 = 100)	Nov.	124,9	0,4	4,2
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	Nov.	36 364	-0,5	10,6
Prêts généraux (\$millions)	Nov.	136 413	2,3	8,9
Données trimestrielles				
			Variation en % par rapport au trimestre précédent	Variation en % par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (\$milliards 1981)	3	237,3	1,3	4,3
Immobilisations résidentielles	3	98,6	3,7	12,9
non-résidentielles	3	30,7	2,7	16,2
Gouvernement	3	30,3	1,8	4,7
Exportations	3	76,7	0,3	1,8
Importations	3	139,0	0,7	4,0
PNB	3	125,7	3,7	7,0
Revenus personnels (\$ nominaux)	3	425,0	1,1	4,1
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	3	464,4	0,6	7,1
Balance des paiements (\$nominaux)	3	58,7	4,6	30,5
Balance Commerciale	3	-983	-52,9	32,8
Taux de chômage au Canada (%)	Déc.	8,1	8,2	9,4
Taux de chômage au Québec (%)	Déc.	9,7	9,5	10,4
Taux d'escroptie* (hebdomadaire)	—	8,73	—	—
Balance des invisibles (\$millions)	3	-3 450	-4 788	-2 529
Balance courante (\$millions)	3	-983	-2 087	-740
Créances canadiennes flux net(\$nominaux)	3	-3 608	-2 457	-2 043
Compte de capital, flux net(\$nominaux)	3	3 005	3 141	2 692

Source: Statistique Canada CANSIM (Information: 514-283-5725)
* données non-saisonnalisées

QUESTIONS D'ARGENT

ALAIN DUBUC

CLAUDE PICHÉ

Nos lecteurs retrouveront ici un résumé de l'émission «Questions d'argent», animée par LISE LEBEL et diffusée hier à 20 h sur les ondes de Radio-Québec. La même émission sera présentée en reprise dimanche prochain à 17 h.

La Voie Maritime: pas de nouvelles, bonnes nouvelles

La Voie maritime, on n'en parle pas souvent. C'est comme l'électricité; on se met à s'y intéresser lorsqu'elle fait défaut. Dans le cas de la Voie Maritime, on en parle lors de crises, comme le bris d'une écluse, ou encore une fois par année, lors de la remise de la canne à pommeau d'or. C'est tellement vrai qu'il faut sans doute rappeler de quoi il s'agit. La Voie Maritime est une ouverture qui permet de relier le fleuve Saint-Laurent et l'Océan Atlantique aux Grands Lacs. Les écluses, cinq au Canada et deux aux USA, le canal lui-même, qui commence à Saint-Lambert, de même que l'ouvrage plus important qu'est le canal Welland, qui contourne les chutes Niagara, permettent aux navires de passer du cœur industriel du Mid-West Américain jusqu'à l'Océan Atlantique.

Dans les faits, la Voie Maritime n'a pas été construite pour le Québec, mais bien pour des villes comme Détroit, Chicago ou Cleveland. D'ailleurs, bien des nationalistes québécois estiment que la construction de cette voie fluviale a nui au Québec car Montréal n'était plus le point de chute des océaniques qui pouvaient passer tout droit et continuer jusqu'à des ports ontariens ou américains. Ce sentiment a pu être renforcé par le fait que le monde du transport maritime est très anglophone; qu'on pense à la Canada Steamship Lines, à la Davie Shipbuilding. En plus, l'inauguration, en 1959, a été faite par la Reine Elisabeth II et par le président Eisenhower!

Sur le plan économique, le Québec profite surtout du transbordement à Montréal des laquiers, de grosses barges qui circulent sur les Grands Lacs mais ne vont pas sur l'océan, qui y laissent leur cargaison reprise par des cargos océaniques. Le type de marchandise n'a rien de romantique: du blé qui vient de l'Ouest vers l'Atlantique et du fer qui va alimenter le complexe sidérurgique du Mid-West. Les produits agricoles et miniers comptent pour 40 p. cent chacun du trafic. Le reste est composé de produits manufacturés comme des produits chimiques, de la ferraille, du charbon ou du ciment. Évidemment, comme le blé et l'acier sont deux secteurs malmenés, la Voie Maritime en a souffert. En 1977, sa meilleure année, il y passait 61 millions de tonnes; en 1986, ce n'était que 37 millions de tonnes. Il faut dire que, depuis quelques années, la chute s'est stabilisée. On peut même dire que, si ce mode de transport n'est pas promis à une forte croissance, le besoin pour la Voie Maritime est réel. Il n'existe aucune façon plus économique et plus rapide d'amener le blé sur la Côte Atlantique; par exemple, le transport par train jusqu'au port de New York n'est pas concurrentiel. C'est pourquoi la Voie Maritime n'est pas moribonde.

Le REÉR est réellement une bonne affaire

Dans les semaines qui précèdent la date-limite (fin février) pour l'acquisition d'un Régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR), les épargnants sont soumis à un véritable bombardement de publicité de la part des institutions financières. Il semble parfois difficile d'y voir clair. Le principe du REÉR est pourtant tout simple: vous déposez un certain montant d'argent dans un REÉR en vue d'adoucir votre retraite. La totalité du montant déposé est déductible de votre revenu imposable, au fédéral et au provincial. Ce dépôt est soumis à un plafond; pour l'année d'imposition 1987, ce plafond est de 20 p. cent de votre revenu ou \$7 500 (le moins élevé des deux) si vous ne contribuez à aucun fonds de pension enregistré. Si vous contribuez à un fonds de pension enregistré (chez votre employeur, par exemple), le plafond est de 20 p. cent ou \$3 500, moins le montant que vous avez versé au fonds de pension. Parvenu à la retraite, vous pouvez retirer votre argent selon l'une ou l'autre des formules que vous proposent les institutions financières. Ces retraits sont impossibles. Mais comme votre taux d'imposition à ce moment sera sans doute bien inférieur à celui qui vous touchait pendant votre vie active sur le marché du travail, vous paierez beaucoup moins d'impôt. Le REÉR possède un autre avantage important: tout le rendement de votre placement s'accumule, à l'intérieur du REÉR, à l'abri de l'impôt. Cela permet à l'intérêt composé de faire bouler de neige. Ainsi, un épargnant qui déposerait \$1 500 au début de chaque année dans un REÉR, en supposant un rendement annuel de 10 p. cent, se retrouverait à la tête d'un joli capital de \$94 500 au bout de 20 ans, \$271 400 au bout de 30 ans, et plus de \$730 300 au bout de 40 ans! Si vous déposez à l'extérieur d'un REÉR, votre capital ne serait plus de \$730 000, mais d'environ \$180 000. Évidemment, les dollars de 2028 n'auront plus la même valeur qu'actuellement. En supposant que les prix augmentent de 5 p. cent par année pendant toute cette période, votre \$730 000 na vaudra plus que \$100 000 en argent de 1987 (ce qui, à tout prendre, est loin d'être rien). Derrière tout cela, il y a du gros bon sens: mieux vaut parvenir à l'âge de la retraite avec un certain capital, si grugé soit-il par l'inflation, que de compter uniquement sur les pensions gouvernementales et les fonds de retraite privés.

OBJECTIF: ZÉRO

Pour réussir, pour exceller, toute organisation doit viser le zéro. Zéro défaut. Zéro perte. Zéro problème. Atteindre cet objectif exige une main-d'oeuvre qualifiée, mobile, performante.

FORMATION SUR MESURE EN ÉTABLISSEMENT

Si votre organisme, votre entreprise fait face à de nouvelles technologies ou à un nouveau marché, vous pouvez bénéficier d'une aide technique et financière pour répondre à vos besoins de formation particuliers, recruter du personnel ou former des travailleurs dans un secteur en pénurie de main-d'oeuvre spécialisée.

Formation sur mesure vous est offert conjointement par votre Commission de formation professionnelle et Emploi et Immigration Canada.

Pour en savoir davantage, appelez un de nos conseillers dès aujourd'hui.



Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre Région métropolitaine de Montréal

5350, rue Lafond Montréal (Québec) H1X 2X2 (514) 725-5221

LA BOURSE

Marché... d'après-krach

■ L'annonce d'un fort excédent commercial du Japon avec les États-Unis a entraîné un repli du marché boursier américain, tandis que les marchés canadiens marquaient une pause. Pour les analystes, il s'agit d'un marché typique d'après-krach.

L'indice Dow Jones des industrielles a perdu 27,52 points à 1 936,34 dans un marché par ailleurs calme. À la Bourse de Toronto, l'indice composé termine la séance avec un léger gain de 19 centièmes de point à 3 170,46. À Montréal entre-temps, le XXM a reculé de 3,63 points pour marquer 1 585,07.

L'excédent commercial du Japon avec les États-Unis a augmenté en décembre ce qui fait craindre aux observateurs d'autres mauvaises nouvelles à venir sur ce front. La hausse de

50 p. cent du bénéfice d'IBM n'a pas arrangé les choses, les observateurs s'attendant à beaucoup mieux compte tenu du taux d'imposition relativement faible dont bénéficie maintenant le géant de l'informatique. De fait, le titre a perdu \$6 US à \$111,75.

Sur les places boursières canadiennes, les différents sous-indices marquent peu de variations. Les titres aurifères et les compagnies minières en général sont en hausse. Par contre, les papeteries, les banques de même les entreprises immobilières et de transport sont généralement en baisse.

Parmi les titres les plus actifs, le Canadien Pacifique gagne 25 cents à \$22 3/4, Crownx., dix cents à \$4,95 et Alcan, 50 cents à \$36 3/4.

Le taux d'inflation annuel à 4,2 p. cent

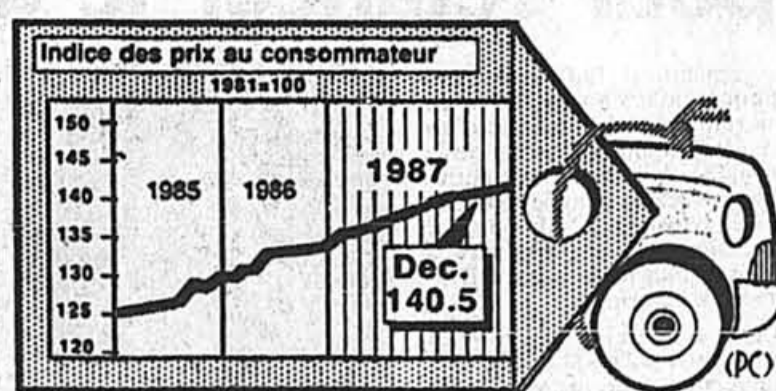
L'indice des prix a augmenté de 0,1% entre novembre et décembre

RUDY LE COURS

■ L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 0,1 p. cent de novembre à décembre pour s'établir maintenant à 140,5, a annoncé hier Statistique Canada. Cette augmentation est bien moindre que celle de 0,4 p. cent enregistrée en novembre. Sur une base annuelle, le taux d'inflation au Canada s'établissait à 4,2 p. cent en décembre, soit le même taux qu'en novembre.

À Montréal, la progression annuelle de l'IPC a atteint 4,5 p. cent et à Québec 3,9 p. cent, en baisse dans les deux cas de 0,1 p. cent par rapport à novembre.

L'effet de plusieurs mouvements de prix qui ont eu tendance à s'annuler explique cette hausse relativement faible de l'IPC. À cause des hausses de prix



des billets d'avion, l'indice des transports a progressé de 0,5 p. cent tandis que celui des loisirs, de la lecture et de la formation a avancé de 0,2 p. cent. En revanche, les indices des aliments et de l'habillement ont contribué à freiner la hausse de l'indice général avec des reculs respectifs de 0,2 et de 0,5 p. cent.

La chute de l'indice des aliments contraste en particulier avec la hausse de 0,5 p. cent enregistrée en novembre. Ce sont les prix des aliments achetés en magasin qui ont diminué, ceux achetés dans les restaurants ayant progressé de 0,2 p. cent.

La viande fraîche, certains pro-

duits de salaison, les fruits frais (agrumes), les boissons gazeuses, le lait à faible teneur en gras, le thé et le café ont tous connu des baisses de prix. À l'opposé, les prix des légumes frais ont grimpé en moyenne de 12,2 p. cent à cause principalement de la flambée de la laitue et des hausses saisonnières de certains produits d'entreposage.

En un an, l'indice des aliments a grimpé de 2,2 p. cent, soit le même pourcentage que celui signalé pour les 12 mois terminés en novembre. Cette hausse se décompose en une progression de 1,7 p. cent de l'indice des aliments achetés en magasin et de 3,3 p. cent de celui des aliments achetés au restaurant.

De novembre à décembre, l'indice d'ensemble sans les aliments a augmenté de 0,1 p. cent, contre 0,4 p. cent d'octobre à novembre. Tandis que transports et loisirs augmentaient, que l'habillement et santé et soins personnels reculaient, les sous-indices de l'habitation, des tabacs et des produits alcoolisés demeuraient inchangés.

Notons enfin que les hausses du mazout, du gaz naturel, des aliments pour animaux et de certains produits en papier ont été compensées par la diminution saisonnière des tarifs des chambres d'hôtel et de motels, et le recul des prix de certains articles d'ameublement, ou appareils ménagers en raison de promotion.

Le Programme canadien de l'emploi: une assiette au beurre?

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Par leur ingérence politique, les députés fédéraux sont en voie de faire du Programme canadien de développement de l'emploi une véritable « assiette au beurre » qui profite avant tout aux gens d'affaires de leur circonscription, accuse le Congrès du travail du Canada.

Et à moins que des changements ne soient apportés à leur

fonctionnement, les représentants du mouvement syndical se retireront des organismes consultatifs locaux chargés d'aviser le gouvernement sur la façon de dépenser les fonds — plusieurs millions de dollars — destinés à la formation des chômeurs, a prévenu la centrale syndicale.

La Fédération canadienne des entreprises indépendantes n'a pas apprécié la déclaration du CTC, et elle soutient au contraire que le programme en question fonctionne bien, malgré les difficultés rencontrées à ses débuts.

Le programme, qui verse de l'argent à des entrepreneurs privés pour former des travailleurs sans emploi, a été mis sur pied en 1985 par les conservateurs, qui l'ont présenté comme une solution de rechange aux projets de création d'emplois favorisés par le précédent gouvernement libéral.

Mme Nancy Riche, la vice-présidente exécutive de la centrale syndicale, a déclaré hier en comité parlementaire que le mouvement syndical avait initialement appuyé le principe d'un comité-

consultatif dans chacune des 282 circonscriptions, pour aider à gérer ce programme. Mais ces comités ne fonctionnent plus comme ils étaient supposés le faire, et les députés n'en tiennent pas compte, a-t-elle dit.

« Ils savent la crédibilité des comités et contribuent à répandre la perception que le programme de développement d'emplois sert des fins étroitement partisans », a ajouté Mme Riche.

Les députés ont la tâche d'établir les comités et de nommer les représentants des milieux d'affaires,

syndicaux et autres qui y siègent. Jusqu'à présent, 40 p. cent de toutes les nominations proviennent des milieux d'affaires, tandis que les syndicats n'en ont obtenu que sept p. cent.

L'un des députés conservateurs membres du comité des Communies, Lorne McCuish, a qualifié l'évaluation du CTC de « bêtises » et dénoncé ceux de ses collègues qui ont exprimé leur sympathie envers le point de vue syndical, notamment le député néo-démocrate John Rodriguez.

PLUS

DE

Enfin une vision du marché qui vous supprime la déprime!

Les placements, les marchés et les REÉR... selon WALWYN

Pour la plupart de ceux qui veulent investir dans un REÉR, le marché semble affligé d'un accès aigu de déprime.

Mais la cassette "REÉR" de Walwyn vous donne de bonnes raisons de considérer les REÉR constitués d'actions comme des placements de premier ordre.

Non pas du blabla orchestré aux accents dépressifs du marché. De **bonnes raisons**.

Dans sa cassette "REÉR", Walwyn vise le long terme et voit le marché comme le font ceux qui le connaissent et qui y gagnent.

Parmi les sujets étudiés - La diversité des

placements. La sécurité. Le rendement. Le choix.

Cette cassette a été conçue par des cadres supérieurs qui ont fait leurs preuves dans des marchés à la hausse comme à la baisse. Vous avez vu leurs noms dans ce journal et dans d'autres publications prestigieuses.

La cassette "REÉR" de Walwyn est gratuite, bien entendu. Elle vous sera envoyée dès réception du coupon ci-dessous, ou de votre appel téléphonique.

La cassette "REÉR" de Walwyn.

La voix qui saura se faire entendre de l'argent que vous réservez à votre REÉR.

Expédiez-moi la cassette Walwyn sans blabla.

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Téléphone : _____

Postez à : Walwyn Stodgell Cochran Murray Limited
2000 McGill College Ave., Suite 500,
Montréal, Québec H3A 3E3
514-842-2088

Si vous avez déjà un(e) représentant(e) Walwyn, inscrivez son nom ici : _____

Walwyn Stodgell Cochran Murray Limitée

igf INSTITUT DE LA GESTION FINANCIÈRE SECTION DE MONTRÉAL

DÉJEUNER-CAUSERIE

Thème: L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis

Date: Jeudi le 28 janvier 1988

Endroit: Restaurant Chez la Mère Tucker (centre-ville) - 1175, Place du Frère-André, Montréal

Horaires: 11:00 h - Inscription des participants

Conférenciers: Monsieur John Raymond Labrosse, M.Sc. Econ., chef de la division des institutions et marchés financiers du ministère des Finances, gouvernement du Canada.

M. Yves Lemay, Economiste senior au ministère des Finances, et M. Jacques Clément, chef du bureau de Montréal de la Banque du Canada.

Frais d'entrée, incluant apéritif et repas chaud: 35.00\$

Date limite d'inscription: Mardi le 26 janvier 1988 (le nombre de places étant limité, réservez dès maintenant).

Comment s'inscrire: Confirmez votre présence en communiquant sans tarder avec Mme Diane Dugal au (514) 633-3272.

Institut de la gestion financière
Section de Montréal
C.P. 936, succursale «B»
Montréal, Québec
H3B 3K3

IG Groupe Investors

Un succès remarquable



Doug Onions

Investors est fier de rendre hommage, au nom de ses clients, à ce collaborateur remarquable pour l'excellence de son travail en 1987.

À titre de spécialiste en gestion financière personnelle, notre représentant conseil des particuliers, des familles et des entreprises sur les stratégies d'épargne et de placement, sur la planification de la retraite, sur l'impôt et l'inflation et sur une variété de fonds de placement. Ses clients ont confiance en son expérience, en son dévouement, en son service personnalisé ainsi que dans les ressources techniques de la Société qui a ouvert la voie dans le domaine de la planification financière globale.

Les Services Investors Limitée est une des sociétés membres du Groupe Investors qui gère un actif de 8 milliards de dollars.

Les Services Investors Ltée
105-1303, av. Greene
Westmount, Québec 935-3520

BLA

BLA

Memotec: Blaikie est intervenu à au moins deux reprises

La fuite d'informations serait venue par la CDIC

PAUL DURIVAGE

L'ancien président du parti conservateur du Canada et un des adversaires du premier ministre Brian Mulroney dans la course au leadership de 1982, Peter Blaikie, est intervenu à au moins deux reprises afin de faciliter les travaux d'approche de Memotec Data qui cherchait à mettre le grappin sur la société de la Couronne Teleglobe Canada.

C'est ce que l'on a pu apprendre au cours de la seconde journée d'audiences tenues par le juge Yves Lagacé de la Cour des sessions de la paix concernant ce qui pourrait être le plus important scandale de délit d'initiés mis à jour par la Commission des valeurs mobilières du Québec.

M. Blaikie, comme six autres administrateurs et avocats de Memotec, est accusé d'avoir fait des transactions boursières après avoir appris, de façon privilégiée, que cette compagnie se préparait à faire une offre d'achat pour Teleglobe. En vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, il est passible d'une amende pouvant atteindre \$1 million et d'une peine de prison maximale de deux ans.

«À la fin du mois de novembre, M. Blaikie m'a téléphoné m'indiquant qu'il avait un client qui désirait obtenir les dossiers d'information», a révélé M. David Turrey, un spécialiste du financement corporatif à l'emploi de la firme de courtage Dominion Securities. Celle-ci avait reçu du gouvernement le mandat de susciter les

enchères pour Teleglobe.

M. Charles McMilland était quant à lui conseiller senior pour le premier ministre Brian Mulroney l'an dernier: «Un peu avant Noël, M. Blaikie m'a téléphoné, a-t-il raconté. Il m'a dit qu'il travaillait pour un groupe qui songeait à faire une offre d'achat pour Teleglobe. Il voulait savoir si la limite pour le dépôt des soumissions serait respectée. Je lui ai dit que oui.»

M. Blaikie a par ailleurs été sollicité à deux reprises pour faire du lobbying pour Memotec. Un premier témoignage à cet effet est venu de M. Christopher Winn, vice-président aux finances pour Altamira Capital, l'un des deux principaux groupes d'actionnaires de Memotec: «En décembre, j'ai eu une conversation téléphonique avec M. Blaikie. Nous savions qu'il y avait d'autres postulants pour Teleglobe, dont certains bien connus. Nous voulions donc rehausser notre image. J'ai demandé à M. Blaikie comment cela pourrait être fait. Il a fait différentes suggestions auxquelles, pour différentes raisons, on n'a cependant pas donné suite.»

Le président de Memotec, M. William Mackenzie, a pour sa part déclaré avoir demandé le 16 janvier à M. Blaikie s'il pourrait profiter d'une réunion du Parti Conservateur prévue le même soir pour mieux faire connaître sa compagnie. M. Blaikie, l'aurait alors informé qu'il n'y avait pas de réunion à l'agenda et que de toute manière, ce serait une perte de temps.

Plusieurs témoins ont par ail-

leurs suggéré, lorsqu'interrogés par l'avocat de M. Blaikie, que la forte hausse du cours des actions de Memotec le cinq février dernier en Bourse, serait attribuable à une fuite d'informations originant de la Corporation de Développement des Investissements du Canada.

La CDIC, une société de la couronne, se réunissait ce matin-là afin de rendre sa décision sur l'offre qu'elle allait suggérer au gouvernement. Dans les heures qui suivirent, le titre s'envola de \$10,50 à \$13 avant que les Bourses ne suspendent finalement les transactions. Une enquête est toujours en cours.

«Ma première conclusion après avoir parlé aux Bourses, c'est qu'il y avait eu une fuite», a ajouté M. Bruce McNiven, un avocat du bureau de Heenan Blaikie qui avait travaillé à la préparation de l'offre finale. «Nous savions qu'il y avait une réunion au sommet de la CDIC. Aussi, en apprenant la nouvelle de l'arrêt des transactions, nous avons cru qu'il s'agissait d'un signe positif pour Memotec», a commenté M. Winn.

Ces deux derniers ont par ailleurs décrit comme un «événement sans signification» la publication par Memotec d'un premier communiqué annonçant de façon officielle son offre d'achat sur Teleglobe. «Il nous fallait dire quelque chose pour que les transactions boursières puissent reprendre», commenta M. Winn. «On a écrit cela parce que toute allusion à la CDIC nous aurait été interdite par les Bourses», a renchérit M. McNiven.

MINÉRAUX NORANDA INC. DIVISION HORNE



Peter Fowler



Michel Lefebvre



Derek Pannell

Minéraux Noranda Inc. annonce la retraite de M. Peter Fowler, Vice-président — groupe Cuivre et responsable de la division Horne, après 31 années de service. Monsieur Fowler s'est joint à la compagnie Noranda à titre de métallurgiste à la Sulphur Iron Division en 1957 et a occupé des postes de direction aux Mines Gaspé, à Brunswick Mining & Smelting, Cutler Acid Division et à la division Horne. Monsieur Fowler continuera d'agir à titre de consultant pour le groupe Cuivre Noranda.

Minéraux Noranda a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Michel Lefebvre à titre de Vice-président — groupe Cuivre, responsable de la gestion de ses divisions Horne et Chadbourne, situées à Rouyn-Noranda, Québec. En outre, monsieur Lefebvre sera responsable des nouveaux projets miniers du groupe Cuivre Noranda à travers le Canada.

Minéraux Noranda annonce également la nomination de M. Derek Pannell à titre de Directeur général de sa division Horne, une des usines de smeltage de cuivre à façon les plus importantes au monde.

CERTIFICAT HEC

École des Hautes Études Commerciales
Affiliée à l'Université de Montréal



Trimestre d'été 1988

Date limite pour déposer une demande d'admission à un programme de certificat

1^{er} février 1988

LE TREMPLIN IDÉAL

POUR RÉALISER VOS AMBITIONS

9 certificats offerts:

- Comptabilité I
- Comptabilité II
- Gestion d'entreprise
- Gestion financière
- Gestion de la production et des opérations
- Gestion des coopératives
- Gestion du marketing
- Gestion des ressources humaines
- Systèmes d'information

Conditions d'admission

- Diplôme d'études collégiales (DEC)
- OU une expérience de travail d'au moins 3 ans et un dossier d'études jugé valable.

Renseignements et formulaires:

Bureau du registraire
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal QC
H3T 1V6

(514) 340-6151

PRIX D'EXCELLENCE 1987 POUR MEILLEUR PROJET IMMEUBLES DE BUREAUX

CENTRE CORPORATIF CAVENDISH

9900 BOULEVARD CAVENDISH
(près de La Transcanadienne)

Le Groupe
Alexis Nison
737-3344

La croissance à votre portée

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Laberge 729-4324. ARGENT 1ère ou 2e hyp. Notaire Gagnon, 384-6096. AVONS mandat de prêter sur 1ère, 2e, 4e hypothèque, Gagnon et Laurion Ass., 254-3018. AVONS mandat d'acheter a) maison à revenu, b) centres commerciaux, c) terrains, Gagnon et Laurion Ass., 254-3018. *** FINANCEMENT tous genres disponibles, Consultez Pierre, 342-9229, WESTLOCK CRTR. 1^{ERE} ET 2^E HYPOTHÈQUES RAPIDES. FINANCEM L.T.E.E., 845-2277. 1^{ERE} ET 2^E HYPOTHÈQUE 85% de l'évaluation sur immeuble CREDIT VIA, 253-3354

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE enseignement. Organisation complète cours spécifiquement conçus, en demande continue. Excellent revenu d'appoint. Pour dossier, écrire à C.P. 21, Succ. R, Mt. HEB 386. ACHETONS BREVET inventions commerce etc. Argent disponible 527-8593. AUBAINE: 3 boutiques "Prêt à porter" pour dame (Laurier). Excellent chiffre d'affaires. Pour rendez-vous ou 871-0244. BASSES LAURENTIDES cottage de vacances avec 3 étages fins, pour exploitation restaurant, clinique ou bureau commercial. Cilles Lefebvre 431-6003, 1^{ERE} offre-tune courtier.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BOULANGERIE de vêtements et articles de sport à Valleyfield, plus de 200.000 de chiffre d'affaires, à vendre pour seulement 375.000. Henri Tobo 656-9000, 462-3942. MONTREAL TRUST, COURTIER BOULANGERIE de chaussures pour enfants à St-Jean sur le Richelieu à vendre, 25.000\$. Informations: A. Hébert 672-9733. BRASSERIE située dans secteur industriel. Bon chiffre d'affaires. Excellente opportunité. 592-5698. CAFE-RESTAURANT vendre cause départ. Très bon prix. Lucie, 288-4099. CLUB VIDEO à vendre, excellent chiffre d'affaires. Pour rendez-vous, Micheline ou Jean-Guy 581-4616. COMMERCE, vente au détail affaires 11.26 m. Revenu 17%. Grand Duhonnet, Grand Prix, 478-1415, 687-4081. DESIRONS acheter clientèle, comptabilité et impôts. Confidentiel. Réponse assurée. Détails à C.P. 404, Youville, Mt. HEB 276. DEVENEZ votre propre patron, possibilité de faire 100.000 par an avec un petit capital, produits de haute qualité, demande constante. Lucie Lucille Barbeau, dir. ou 521-3568. ENTREPRISE en expansion, pour homme ou femme, Montréal et région, commerce d'exportation facile et avantageux, revenu élevé, entraînement, léger décollé. Pour renseignements supplémentaires: 659-1813 du mardi au vendredi de 10h à 16h. ENTREPRISE en expansion dans l'entretien des espaces verts, Montréal et Rivière-Sud, forte clientèle, possède 2 franchises, possibilité de développement. Int. 652-2178.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ESTHETIQUE Distributeur clientèle recherche produits ou ligne de produits spécialisés. S.v.p. contactez Normand Prévost, 466-9514. FAITES du 50% sur votre argent, investissement minimum 500\$, vous conservez votre avare garantie. Richard 458-1274. FLEURISTE à vendre pour l'inventaire, cabine. Jour 367-4617, soir 364-6408. INVESTISSEMENT IMMOBILIER Entreprise établie depuis 10 ans, recherche investisseurs sérieux, minimum 500.000, inf. 521-2038. INVESTISSEUR demandé (usine de fabrication de machinerie industrielle), non fabriquée au Canada. Projet subventionnable. M. Benoît de Lapointe B.Sc. 514-765-0374. LES LAURENTIDES, région en pleine expansion économique. Commerce d'électronique à vendre. Gauthier 514-229-4945.

OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT

En vue de la mise en marché d'un appareil UNIQUE AU MONDE, conformément à la Condition Physique, le Sport et la Rééducation, Compagnie Québécoise recherche des investisseurs intéressés au partage des bénéfices qui seront engendrés par cette mise en marché. *Les concepteurs de cette affaire ont prévu une politique de vente et une force de pénétration très musclées, ainsi qu'un support publicitaire très important. *Le marché est très glorieux. Le potentiel de développement est très élevé et les prévisions de remboursements sont exceptionnelles. *Le retour sur investissement sera très rapide. *Lancement de l'appareil: printemps-été 88. L'INVESTISSEMENT EST DE: 14.995 \$ Recherche également des PARTENAIRES (personnes et sociétés) dans le domaine commercial et technologique. 514-497-3691 M. Savoy

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ASSOCIÉ demandé pour agence de rencontre, léger investissement, entre 1h et 7h ou 935-5774. BUREAUX de comptabilité, gestion et informatique, situés à Mt. Royal. Si-leasing, avant clientèle régulière. 272-5596. CHERCHE à massocier dans entreprise déjà établie ou en voie de le devenir, l'ol capital de 150.000. Envoyer informations à C.P. 1022, Verchères, Qué. J0L 2R0. REHABILITATEUR D'aparthèques pour devenir associé 666-1005 J.

714 FRANCHISES

BOUTIQUE de décorations et design, capital 200.000. 674-4511. DEVENEZ REPRESENTANT DU NANNY NETWORK (Division de O.E.S. Canada) Gagnez un minimum de 20.000 de votre domicile. *Vous devez avoir un bon réseau de contacts sociaux pour placer les "nannies". *Des territoires sont disponibles pour tout le Québec. *Il vous sera fourni un portfolio de "nannies" qualifiées et sélectionnées par notre branche européenne. *Le retour sur investissement est très rapide. Frais de départ extrêmement limités. Appelez C.L.T. au 861-4118 ou Javel entre 10h et 15h, ou 844-1125 ou 1255 Université suite 1407. Venez jeudi entre 10h et 15h, ou 1255 Université suite 1407. Montréal, Qué.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

FAX - TELEX Récupérateur du "Prix du Meilleur Commerce". TELEPUBLIC INC. 641-2841. 718 ARGENT DEMANDÉ AVONS demandes 1ère, 2e hyp. tous intérêts, notaire, 525-2661. BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4324. BESOIN argent 50.000. 258-4967. Reno si absent laissez nom et téléphone.

725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT

COMPTABILITÉ, tenue de livres, incorporation de qualité, 669-9256. R. GALPEAU et associés, impôts, tenue de livres, succession, 722-1759, 722-5904. TENUE de livres, comptabilité informatisée, impôts personnels et compagnies, Pierre 687-4324. TENUE de livres et notes informatisées, impôts, 461-9629.

tourbillon

QAT

BAINS TOURBILLONS ET ÉQUIPEMENTS DE DÉTENTE ASSOCIEZ-VOUS... avec ceux qui savent rentabiliser votre capital. VOUS aspirez à une réussite VOUS désirez être votre propre patron VOUS vous attendez à un commerce qui a un avenir certain et rentable VOUS voulez travailler avec un produit exclusif, de qualité et dont les gens sont satisfaits. VOUS possédez un capital minimum de \$38.000. Robert Levasseur (514) 478-2372 Direction Développement 2815144 710

MICRO-DIFFUSION

FRANCHISES DE CENTRE DE MICRO-ORDINATEUR Joignez-vous à un secteur en pleine croissance. Avantages: Investissement minime, Rentabilité, Bons sites disponibles. Informations: 272-8543 Bénéficiaire: 272-8543

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111 INTERURBAN SANS FRAIS 1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

715 SERVICES FINANCIERS

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartement, etc. DENCOL MITO - 362-1256

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE et la CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC présentent le

SALON DE L'ÉPARGNE

200 EXPOSANTS
300 CONFÉRENCES

BILLETS À 50% dans les succursales participantes des Caisses Populaires Desjardins, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque de Montréal, Banque Nationale, Banque Nouvelle-Écosse, Banque Toronto-Dominion

UN MONDE À COMPRENDRE

La bourse

- Voyez le parquet de la Bourse en action au Salon et découvrez-en tous les rouages
- Consultez des conseillers qui vous aideront à développer votre nouvelle stratégie de placement
- Rencontrez des compagnies inscrites en Bourse

Les compagnies minières et leurs projets d'exploration

Immobilier

- L'ABC de l'achat d'une maison
- Tout ce qu'il faut savoir sur les hypothèques
- Les propriétés à revenus: un bon placement?

50 000\$ à gagner au Grand Concours

RE/MAX

*règlements des concours disponibles à l'entrée du Salon

Abri fiscal

- Comparez les REÉR
- La réforme fiscale et vos impôts

Pavillon de l'industrie minière

- Différentes façons d'investir dans l'or et les métaux précieux
- Les actions accréditives à découvrir

en collaboration avec

ctm 10 LA PRESSE FINANCIÈRE CKAC 97.3

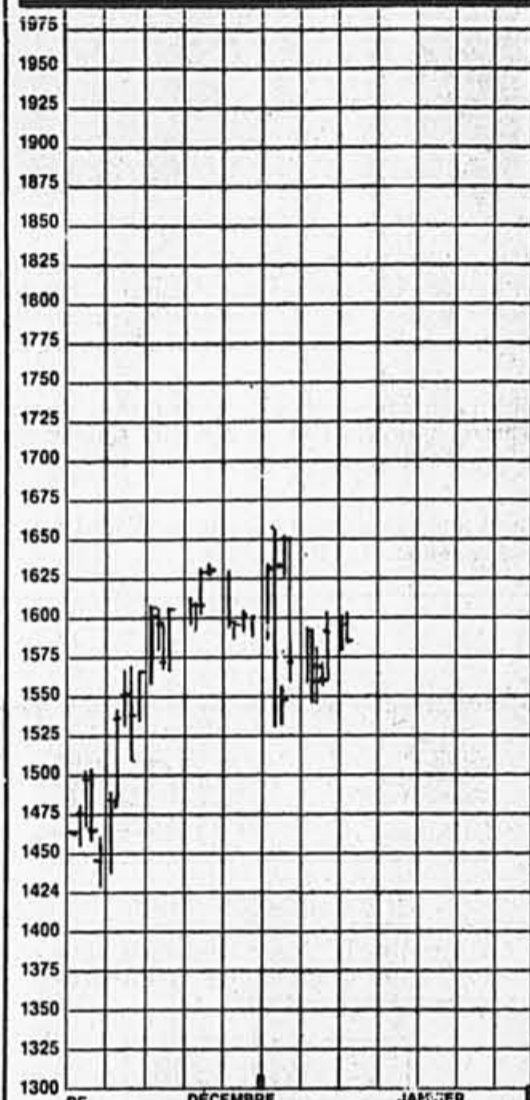
29 JANVIER AU 2 FÉVRIER
PLACE BONAVENTURE • MONTRÉAL
Vendredi au mardi, 12h00 à 22h00

MONTRÉAL

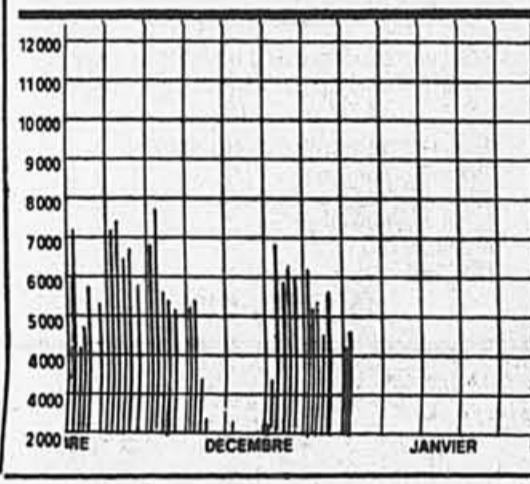
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1022,31
Fermeture: 1022,07
Bas: 1022,07

(Indice canadien 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 687 000



INDICES DE MONTRÉAL

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (KCB), MINES/MÉTALLURGIE (KCM), HYDRO ÉLECTRIQUE (KCO), etc.

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; +/- actions non votantes, a/ votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=titres irréguliers.

Large table of stock prices under 'A/B' section, listing various companies and their current prices.

Table of stock prices under 'C/D' section, listing various companies and their current prices.

M/N

Table of stock prices under 'M/N' section, listing various companies and their current prices.

G/H

Table of stock prices under 'G/H' section, listing various companies and their current prices.

I/J

Table of stock prices under 'I/J' section, listing various companies and their current prices.

K/L

Table of stock prices under 'K/L' section, listing various companies and their current prices.

E/F

Table of stock prices under 'E/F' section, listing various companies and their current prices.

S/T

Table of stock prices under 'S/T' section, listing various companies and their current prices.

X/Y

Table of stock prices under 'X/Y' section, listing various companies and their current prices.

Z

Table of stock prices under 'Z' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

INDICES

Table of stock prices under 'INDICES' section, listing various companies and their current prices.

NEW YORK

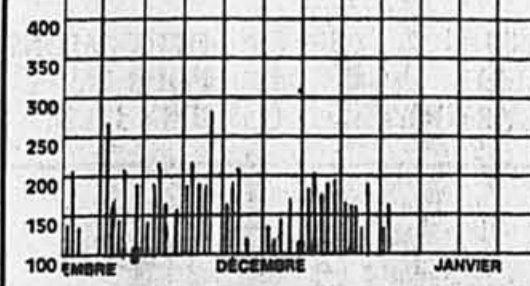
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1077,20
Fermeture: 1036,34
Bas: 1023,41

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 184 000 000



INDICE DE NEW YORK

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, SERVICES, etc.

A/B

Table of stock prices under 'A/B' section, listing various companies and their current prices.

C/D

Table of stock prices under 'C/D' section, listing various companies and their current prices.

E/F

Table of stock prices under 'E/F' section, listing various companies and their current prices.

G/H

Table of stock prices under 'G/H' section, listing various companies and their current prices.

I/J

Table of stock prices under 'I/J' section, listing various companies and their current prices.

K/L

Table of stock prices under 'K/L' section, listing various companies and their current prices.

M/N

Table of stock prices under 'M/N' section, listing various companies and their current prices.

O/P

Table of stock prices under 'O/P' section, listing various companies and their current prices.

Q/R

Table of stock prices under 'Q/R' section, listing various companies and their current prices.

S/T

Table of stock prices under 'S/T' section, listing various companies and their current prices.

U/V

Table of stock prices under 'U/V' section, listing various companies and their current prices.

W/X

Table of stock prices under 'W/X' section, listing various companies and their current prices.

Y/Z

Table of stock prices under 'Y/Z' section, listing various companies and their current prices.

A/B

Table of stock prices under 'A/B' section, listing various companies and their current prices.

C/D

Table of stock prices under 'C/D' section, listing various companies and their current prices.

E/F

Table of stock prices under 'E/F' section, listing various companies and their current prices.

G/H

Table of stock prices under 'G/H' section, listing various companies and their current prices.

I/J

Table of stock prices under 'I/J' section, listing various companies and their current prices.

K/L

Table of stock prices under 'K/L' section, listing various companies and their current prices.

M/N

Table of stock prices under 'M/N' section, listing various companies and their current prices.

O/P

Table of stock prices under 'O/P' section, listing various companies and their current prices.

Q/R

Table of stock prices under 'Q/R' section, listing various companies and their current prices.

S/T

Table of stock prices under 'S/T' section, listing various companies and their current prices.

U/V

Table of stock prices under 'U/V' section, listing various companies and their current prices.

W/X

Table of stock prices under 'W/X' section, listing various companies and their current prices.

Y/Z

Table of stock prices under 'Y/Z' section, listing various companies and their current prices.

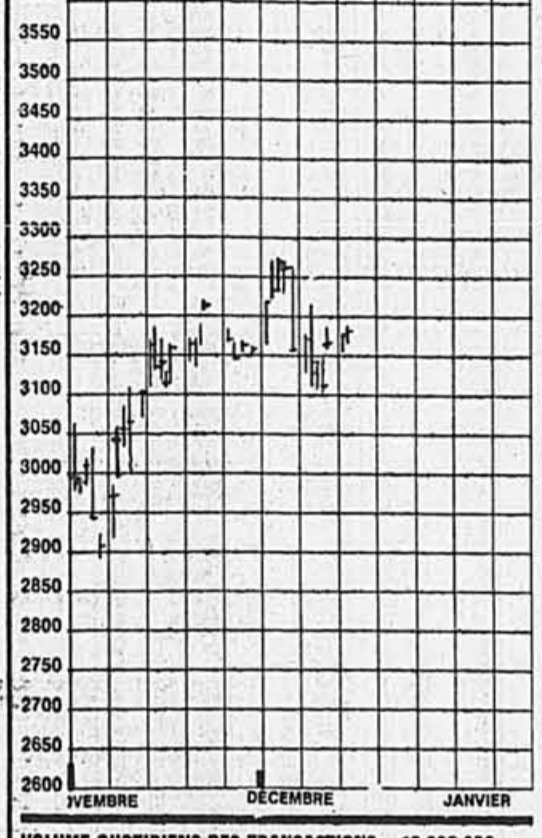
A/B

Table of stock prices under 'A/B' section, listing various companies and their current prices.

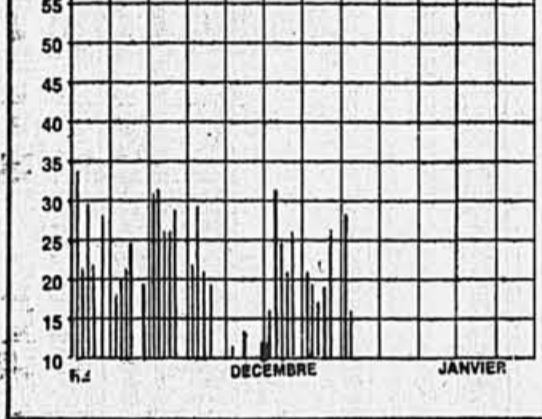
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3183,82 Fermeture: 3170,46 Bas: 3164,67



VOLUME QUOTIDIENS DES TRANSACTIONS: 16 000 000



INDICES DE TORONTO

Table listing various indices such as 300/COMPOSÉ, MINES ET MÉTAUX, and HAUTE TECHNOLOGIE with their current values and percentage changes.

SOUS INDICES DE TORONTO

Table listing sub-indices like AURIFÈRES, PÂPETERIES, and COMMUNICATIONS with their values and changes.

VANCOUVER

VOLUME: 13 000 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE: 1182,90

Large table of stock market data for Vancouver, including company names, prices, and volume.

Main table of stock market data for Toronto, organized into columns for different sectors and company names.

Main table of stock market data for Vancouver, organized into columns for different sectors and company names.

VANCOUVER

suite de la page D7

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists various stock values and market movements.

O/P

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists options prices and market data.

U/Z

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists various market values and prices.

O/R

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists various market values and prices.

S/T

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists various market values and prices.

FONDS MUTUELS

Table with columns: MEMBERS, Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists mutual fund values and market data.

(PC) - L'Indice Sogear des fonds d'investissement se trouva mardi à 1182,56, en hausse de 3,33.

MINES ET PETROLES (OFFRE ET DEMANDE A TORONTO)

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists oil and mining market data.

TORONTO (PC) - Les cotations sur les titres au comptoir (mines et pétroles), fournies par l'Association des courtiers de l'Ontario.

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists Toronto market data.

Denrées Agricoles

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists agricultural commodity prices.

MARCHE DES OPTIONS SUR DEVISES

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists foreign options market data.

MARCHE DES OPTIONS - (Chicago)

Large table with columns: Option de prix, Janv., Fév., Mars, etc. Lists Chicago options market data.

LES DEVISES

Table with columns: Devise, Valeur, etc. Lists exchange rates for various currencies.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table with columns: Indices, Valeurs, etc. Lists Standard & Poor index options data.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists Toronto market data.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists Toronto market data.

OPTIENS SUR L'OR Canada, Europe, Australie

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists gold options market data.

OPTIENS SUR LE PLATINE Canada, Europe, Australie

Table with columns: Valeurs, Ventes, Heur, Bas, Ferm., etc. Lists platinum options market data.

Les pétrolières canadiennes sont devenues des cibles attrayantes

GARY REGENSTREIF de l'agence Reuters

TORONTO

Le krach boursier et de récents abattements fiscaux ont contribué à faire des compagnies pétrolières canadiennes des cibles très attrayantes pour d'éventuels acheteurs en 1988, estiment les milieux spécialisés.

L'environnement économique canadien est actuellement propice pour les investisseurs étrangers», affirme Murray Todd, président du Conseil de l'Association pétrolière indépendante du Canada et vice-président de Dome Petroleum.

«Il faut s'attendre à assister à d'autres fusions et acquisitions dans les mois qui viennent», dit-il.

L'an dernier, alors que les actions des pétroliers étaient beaucoup plus élevées que maintenant, plusieurs spécialistes considéraient qu'il en coûtait moins cher d'investir dans l'exploration et le forage que d'acquiescer à prix fort les actifs des compagnies déjà existantes.

M. Price soutient que les pétroliers canadiens suscitent un intérêt certain auprès des investisseurs, qu'il s'agisse de gestionnaires de portefeuilles ou de pétroliers existants qui envisagent de prendre de l'expansion.

L'an dernier, plusieurs transactions ont eu lieu dans ce secteur. La plus connue est certes la prise de contrôle du géant albertain Dome Petroleum, en prise avec de sérieuses difficultés financières, par la multinationale américaine Amoco, de Chicago.

Parmi les autres transactions de l'an dernier, on remarque l'acquisition, par un groupe de Hong Kong, de 43 p. cent de la société Nova et l'achat par L'Impériale (filiale canadienne du géant américain Exxon) de la société Sulpetro.

«Il n'a pas de doute que cette tendance se poursuivra en 1988», prédit l'analyste pétrolier torontois Don Wahltje, vice-président de la maison Alfred Bunting.

Plusieurs spécialistes prédisent toutefois que l'accent sera mis sur l'acquisition d'importantes participations minoritaires. A cet égard, l'affaire British Gas-Bow Valley pourrait bien servir d'exemple.

A l'origine, le géant anglais envisageait de mettre la main sur une participation majoritaire de 51 p. cent dans Bow Valley. Toutefois, la réglementation canadienne interdit ce genre de prise de contrôle dans le cas de compagnies en bonne santé financière, ce qui est précisément le cas de Bow Valley (mais pas celui de Dome, ni celui de Sulpetro).

Ottawa ne cache d'ailleurs pas sa satisfaction de voir les acheteurs manifester un tel intérêt devant certains pétroliers en difficultés. D'ailleurs, une autre compagnie albertaine en difficultés, Oakwood Petroleum, fait présentement l'objet d'une offre du groupe Suncor (filiale à 75 p. cent de la pétrolière américaine Sunoco, de Pennsylvanie).

La société de holding Landmark, principal actionnaire d'Oakwood, s'oppose toutefois à l'offre de Suncor.

Mais pourquoi les investisseurs étrangers s'intéressent-ils autant aux pétroliers albertains, même si celles-ci perdent de l'argent? A cette question, les analystes répondent qu'il suffit de regarder les immenses réserves pétrolières et gazières non encore exploitées pour tout comprendre.

Ottawa estime que les gisements canadiens découverts mais non encore exploités atteignent 7,4 milliards de barils de pétrole brut et 84 trillions de pieds cubes de gaz naturel.

Les réserves potentielles, non encore découvertes, sont évaluées à près de 30 milliards de baril de brut et à 266 trillions de pieds cubes de gaz naturel.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table with 4 columns: COMPAGNIES, PROFITS (PERDRES) (\$1000), REVENUS BRUTS (\$000), and variations. Lists companies like Canadian Marconi, Groupe Jean Coutu, etc.

LES GRAINS

Table of grain prices for Winnipeg (CONTRATS EN TONNES) with columns for contract type and price.

Table of grain prices for Chicago (Ouv. Haut Bas. Form. Hier) with columns for contract type and price.

Table of grain prices for Toronto (SOYA) with columns for contract type and price.

LES AURIFERES

Table of gold prices for Afrique du Sud (Afr's S.U.S.) with columns for contract type and price.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of trans-Canada options with columns for contract type, price, and volume.

Table of trans-Canada options with columns for contract type, price, and volume.

Table of trans-Canada options with columns for contract type, price, and volume.

LES AURIFERES

Table of gold prices for Afrique du Sud (Afr's S.U.S.) with columns for contract type and price.

LA BOURSE EN BREF

MONTRÉAL

Table of Montreal stock market data including volume, facts, and values.

TORONTO

Table of Toronto stock market data including volume, facts, and values.

ALBERTA

Table of Alberta stock market data including volume, facts, and values.

NEW YORK

Table of New York stock market data including volume, facts, and values.

NEW YORK suite de la page D6

Table of New York stock market data including volume, facts, and values.

LE DOLLAR

(PC) — LE DOLLAR AMERICAIN A CLOTURE MARDI EN BAISSE DE 19-100 et cotait \$1,2856 contre la devise canadienne.

L'OR

(AP) — Voici les cours de clôture de l'or mardi sur les principales places en dollars US l'once Troy avec, entre parenthèses, les cours de la précédente clôture.

TITRES AU COMPTANT (de Montréal)

Table of Montreal stock market data including volume, facts, and values.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé hier le prix de l'argent de \$0,005 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data including volume, facts, and values.

DIVIDENDES

Table of dividend payments including company names and amounts.

AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Commission des écoles protestantes du Grand Montréal.

APPEL D'OFFRES T-2318 SERVICE D'ALARME CENTRAL

La Commission des Écoles Protestantes du Grand Montréal recevra des soumissions...

Les devis et autres documents pourront être obtenus à partir du 20 janvier 1988...

Seuls sont autorisés à soumissionner, les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de dix pour cent (10%) de la soumission...

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

JOSEPH RABINOVITCH Directeur général

POINTE-CLAIRE APPEL D'OFFRES

Ouvrage n°: #83012, #84017 Règlement n°: #2362

Description: Construction d'un aqueduc dans un tunnel sous les voies ferrées du CN/CP...

Les soumissions doivent être adressées au Conseil de la ville de Pointe-Claire...

Les soumissions seront ouvertes en public à l'hôtel de ville à trois heures de l'après-midi...

Les documents de soumission peuvent être obtenus au Service de l'ingénierie...

Un chèque certifié ou un cautionnement de soumission représentant au moins dix (10%) p. cent du montant total...

La plus basse ou toute autre soumission ne sera pas nécessairement acceptée.

DONNÉ À POINTE-CLAIRE, CE VINGTIÈME JOUR DE JANVIER 1988.

DENIS ROBILLARD Gérant approvisionnement

AVIS PUBLIC APPEL D'OFFRES ASSURANCES DES BIENS - 1988

La ville de La Prairie recevra des soumissions dans des enveloppes scellées portant l'inscription «SOUMISSION ASSURANCES DES BIENS»...

Ces soumissions sont demandées pour les ASSURANCES DES BIENS de la ville de La Prairie.

Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formules fournies par la ville de La Prairie...

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans un document intitulé «CAHIER DES CHARGES POUR LE PORTEFEUILLE D'ASSURANCES DES BIENS DE LA VILLE DE LA PRAIRIE».

Sont admis à soumissionner les courtiers d'assurance, agents d'assurance et compagnies d'assurance dûment autorisés à faire affaires au Québec.

La ville de La Prairie ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, sans encourir aucune obligation, ni aucuns frais d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaire(s).

Donné à LA PRAIRIE, ce 15 janvier 1988.

Guy Dupré, o.m.a. Directeur général - greffier Hôtel de ville 600, boul. Ste-Elisabeth La Prairie (Québec) JSR 1V1

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans

en pages B 5, B 7, B 8 et C 8

Vidéotron en France: une place encore plutôt mince

PAUL DURIVAGE

Malgré le désir de Vidéotron de jouer un rôle important dans le développement de réseaux de câblodistribution en France...

Or, selon M. Michel Bougeot, responsable de la direction régionale des télécommunications de l'Île de France, Vidéotron n'est aucunement impliquée...

Le président, M. André Chagnon, avait expliqué à La Presse en août 1986 que l'élection du gouvernement Chirac...

En novembre 1986, une entente officielle était effectivement conclue avec la Compagnie générale des eaux...

Au dernier rapport annuel, on apprend finalement que le Groupe Vidéotron a payé \$5,2 millions, en plus de donner sa technologie...

«À long terme, soit d'ici une décennie, le Groupe Vidéotron compte tirer environ la moitié de ses revenus de ses activités internationales»...

trou en France: le câble avec la Générale, le Minitel avec 21,5 p. cent du méga-serveur Sytem...

principal foyer pour la télédistribution avec près de 1,3 million d'utilisateurs potentiels.

Pour ce qui est de Paris et sa région, ce territoire connu sous le nom de l'Île de France...

«Lorsque nous avons vu que le prix des actions de Pathonic après le krach boursier était tombé si bas, a déclaré M. Gouin...

C'est ce qu'affirme le président et chef de la direction de TM, M. Serge Gouin, alors qu'il était appelé, lors d'une entrevue accordée hier à la Presse Canadienne...

Cependant, M. Gouin n'a pas exclu que TM accumule un nombre suffisant d'actions pour lui permettre de franchir le cap des 20 p. cent...

Au cours des mois de novembre et décembre, Télé-Métropole a acquis au moins 270 000 actions classe A de Pathonic...

«Si le prix des actions de Pathonic devait monter à \$10 demain, nous n'en acheterions plus»...

TM achète à tout prix. M. Gouin précise qu'aucune discussion n'a eu lieu avec le PDG de Pathonic, Paul Viens...

Téléservice, le joint-venture de la Générale (90 p. cent) et de Vidéotron (10 p. cent) n'est connu comme maître d'oeuvre...

Mme Lecable souligne que Vidéotron a fait preuve d'un grand optimisme en invoquant le câblage de 3,5 millions de foyers...

re. Il précise que ce sont les comptes de publicité locaux, et non nationaux, qui posent actuellement des problèmes à TM...

Pour se maintenir, Télé-Métropole compte modifier ses méthodes traditionnelles de vente de publicité...

Côté production toutefois, les filiales de TM fonctionnent pratiquement à plein régime de dire M. Gouin.

Mais ce sur quoi semble miser Télé-Métropole, c'est le marché international, surtout français.

«La décision prise la semaine dernière par la CNCL (le CRTC français) de considérer les émissions québécoises comme produit original d'expression française...

«Nous sommes obligés de vendre nos minutes de publicité à des tarifs plus bas qu'avant»...

La situation n'ira pas en s'améliorant à court terme, selon lui, en raison de la décision du CRTC d'autoriser cinq nouvelles stations spécialisées à Montréal à compter de septembre.

Le premier trimestre du nouvel exercice est de la même eau. Les revenus stagnent à \$29,9 millions (\$29,8 millions l'an dernier)...

Les revenus tombent de \$4,2 millions à \$1,7 millions. «Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année»...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

TM ne vise pas l'acquisition de Pathonic

L'entreprise achetée par Vidéotron il y a un an traverse une période difficile

MICHEL VAN DE WALLE de la Presse Canadienne

«Lorsque nous avons vu que le prix des actions de Pathonic après le krach boursier était tombé si bas, a déclaré M. Gouin...

C'est ce qu'affirme le président et chef de la direction de TM, M. Serge Gouin, alors qu'il était appelé, lors d'une entrevue accordée hier à la Presse Canadienne...

Cependant, M. Gouin n'a pas exclu que TM accumule un nombre suffisant d'actions pour lui permettre de franchir le cap des 20 p. cent...

Au cours des mois de novembre et décembre, Télé-Métropole a acquis au moins 270 000 actions classe A de Pathonic...

«Si le prix des actions de Pathonic devait monter à \$10 demain, nous n'en acheterions plus»...

TM achète à tout prix. M. Gouin précise qu'aucune discussion n'a eu lieu avec le PDG de Pathonic, Paul Viens...

exploite des stations de télévision dont la principale est Télé-4, à Québec.

60 p. cent des droits de vote qu'il détient dans son entreprise.

Années difficiles

Le grand patron de TM reconnaît par ailleurs que l'entreprise, acquise l'an dernier par le Groupe Vidéotron, traverse une période difficile...

Au terme du dernier exercice financier, Télé-Métropole voyait pour la première fois de son histoire ses revenus diminuer...

Le premier trimestre du nouvel exercice est de la même eau. Les revenus stagnent à \$29,9 millions (\$29,8 millions l'an dernier)...

Les revenus tombent de \$4,2 millions à \$1,7 millions. «Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année»...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

«Ces résultats sont le reflet de ce qui se passera au cours du reste de l'année», avoue M. Gouin qui estime que la turbulence que traversent les télédiffuseurs montréalais...

L'AMÉRIQUE DU SUD REVUE PAR CANADIEN.

Nota: Montréal: correspondances pratiques entre Montréal et Toronto à partir de Dorval.

Toronto-Lima Nouveau: Première Classe Le seul vol sans escale Canada-Pérou (jeudi)

Toronto-Santiago Vol sans escale chaque semaine (mardi) Service direct (jeudi) Nouveau: Première Classe.

Toronto-Rio de Janeiro Deux vols sans escale chaque semaine (samedi, mercredi) Le seul service sans escale avec Première Classe.

Toronto-São Paulo Deux vols directs chaque semaine (samedi, mercredi)

Toronto-Buenos Aires Vol sans escale chaque semaine (dimanche) Service direct (mardi) Nouveau: Première Classe.



Le nouveau service de Canadien vers l'Amérique du Sud surpasse ceux de toute la concurrence. Rien d'étonnant. Voilà 35 ans que les voyageurs peuvent profiter de notre service exceptionnel vers l'Amérique du Sud.

Bien entendu, notre service en vol est dans la note. Accueil chaleureux et petites attentions en Première Classe comme en Classe Affaires Canadien, toutes deux maintenant offertes sur tous nos vols vers l'Amérique du Sud.

Pour souligner nos récentes améliorations à l'horaire, d'ici le 29 février 1988, nos membres Canadien Plus obtiendront jusqu'à 6000* points-milles en prime par aller-retour en Amérique du Sud. Pour visiter la nouvelle Amérique du Sud, appelez votre agent de voyages ou les Lignes aériennes Canadien International.

Canadien

Lignes aériennes Canadien International PARTOUT AU CANADA ET DANS LE MONDE

*6000 points-milles en Première Classe, 4000 en Classe Affaires Canadien et 2000 en Classe Économique.